

Unité territoriale de la Haute-Loire
26, avenue des Belges
43000 LE PUY EN VELAY

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE

**Compagnie des Fromages et Richesmonts
à Brioude**

Rapport de l'inspection des installations classées
au Conseil Départemental de l'Environnement
et des Risques Sanitaires et Technologiques

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement.
Mise en place d'une surveillance pérenne sur les rejets aqueux de l'établissement

Réf. : Rapport de synthèse de la surveillance initiale des rejets de substances dangereuses dans l'eau
transmis le 12 juin 2012 par l'exploitant

1 - OBJET DU RAPPORT

L'établissement de Brioude de la Compagnie des Fromages et Richesmonts (CF&R) est visé par l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées actuellement menée par le Ministère en charge de l'environnement.

Dans ce cadre, l'arrêté préfectoral du 9 avril 2010 a imposé une surveillance initiale des rejets aqueux (eaux industrielles en sortie de la station de prétraitement) sur des substances représentatives du secteur d'activité de l'établissement. Ainsi, 6 campagnes de prélèvement ont été réalisées entre janvier et juin 2011.

.../...

Conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 9 avril 2010, la CF&R a remis à l'inspection le rapport présentant les résultats de cette surveillance initiale le 12 juin 2012.

L'objet du présent rapport est de proposer les suites à donner eu égard aux conclusions issues de l'analyse des résultats de cette surveillance initiale.

2 - RAPPEL DU CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

Suite à l'adoption de la Directive Cadre sur l'eau 2000/60/CE du 23 octobre 2000, le Ministère en charge de l'environnement a mis en œuvre une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées (RSDE) qui s'est traduite par une première phase de recherche en application de la circulaire DPPR/DE du 4 février 2002.

Cette campagne de recherches de substances dangereuses a permis d'analyser les rejets de 63 établissements industriels et stations d'épuration urbaines sur la région Auvergne entre 2002 et 2007. Les substances recherchées (au total de 106) étant notamment celles visées par la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) et la Directive 76/464/CEE relative à la pollution causée par certaines substances dangereuses.

Fin 2007, le rapport final de la première phase de cette action nationale a été rendu public. C'est au vu du bilan présenté dans ce rapport que le Ministère en charge de l'environnement a décidé de mettre en œuvre une deuxième phase de l'action engagée, par la mise en place d'actions généralisées à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation susceptibles de rejeter des substances dangereuses dans l'eau.

Les modalités de l'action de cette deuxième phase sont décrites dans la circulaire de la direction générale de la prévention et des risques en date du 5 janvier 2009 complétée par les notes du 23 mars 2010 et 27 avril 2011. Cette circulaire, qui prévoit de mettre à jour l'ensemble des arrêtés préfectoraux des installations soumises à autorisation ayant des rejets dans l'eau directement ou via une station d'épuration, décline, de la manière suivante, l'action à mettre en place pour 18 secteurs d'activité industrielle, divisés en 38 sous-secteurs, identifiés à l'issue de la première phase comme susceptibles de rejeter des substances dangereuses concernées :

- une surveillance initiale des substances représentatives du secteur d'activité de l'établissement (ou des substances pour lesquelles on observe un dépassement de la norme de qualité du milieu),
- la remise d'un rapport d'analyses par l'exploitant qui permettra de déterminer quelles substances doivent être surveillées de façon pérenne sur le site,
- **une surveillance pérenne** des substances qui seront jugées comme pertinentes au vu des résultats de la surveillance initiale,
- la réalisation par l'exploitant d'une **étude technico-économique** accompagnée d'un échéancier de réduction ou suppression des émissions de certaines substances pertinentes,
- la remise par l'exploitant d'un rapport d'analyses qui permettra de déterminer quelles substances doivent être abandonnées suite, notamment, à une amélioration de la qualité des rejets.

Depuis 2009, plusieurs arrêtés préfectoraux ont ainsi imposé la réalisation de la surveillance initiale aux établissements industriels concernés par cette action nationale en région Auvergne.

3 - RÉSULTATS DE LA CAMPAGNE DE LA SURVEILLANCE INITIALE

Les eaux résiduaires issues de la station de prétraitement interne de la CF&R sont raccordées à la station d'épuration urbaine de la commune de Brioude. Les modalités de suivi de la qualité des rejets sont fixées dans l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2004.

Conformément à son arrêté préfectoral complémentaire du 9 avril 2010, la CF&R a réalisé la surveillance initiale de ses rejets aqueux (eaux industrielles) entre janvier et juin 2011 (soit 6 campagnes de prélèvement). Cette surveillance a porté sur les 21 substances requises pour le secteur des industries agroalimentaires conformément à la note de la direction générale de la prévention des risques du 23 mars 2010.

.../...

L'ensemble des résultats d'analyses ont été saisis sur le site internet de rsde-ineris et les qualifications de toutes les données ont été qualifiée de correcte par l'INERIS.

Il ressort de cet examen que les substances indiquées ci-dessous, détectées lors de la surveillance initiale, sont maintenues en **surveillance pérenne** au regard des critères suivants :

Abréviations utilisées : LQ = limite de quantification

NQE = norme de qualité environnementale

Substances ayant au moins, dans une des mesures, une concentration supérieure à la LQ et un flux calculé supérieur à 10% du flux journalier admissible pour le milieu récepteur	Acide chloroacétique Zinc
Substance dont le flux moyen excède le seuil A de la note ministérielle du 27 avril 2011	Zinc

Aucun flux moyen n'excède le seuil B de la note ministérielle du 27 avril 2011. En conséquence aucune substance ne doit faire l'objet d'un programme d'actions de réduction voire de suppression d'émissions polluantes.

Etant donné que plusieurs substances relèvent de leur maintien sous différents critères, le tableau suivant synthétise donc l'ensemble des actions à retenir pour chaque substance concernée:

NOM DU REJET	ACTION À METTRE EN ŒUVRE PAR L'EXPLOITANT
Eaux industrielles en sortie de station de prétraitement	Substances en surveillance pérenne :
	Acide chloroacétique Zinc et ses composés
	Substances devant faire l'objet d'un plan d'actions :
	-

La surveillance pérenne des substances précitées est trimestrielle (périodicité : 1 mesure par trimestre ; durée de chaque prélèvement : 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation) sans limite dans le temps. Son abandon pourra être envisagé si la remise du rapport de synthèse de la surveillance pérenne démontre l'absence de rejet de substances dangereuses en fonction des critères réglementaires.

Les modalités de mise en œuvre de la surveillance pérenne sont précisées dans le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

4 - CONCLUSIONS

L'examen du rapport de surveillance initiale des 21 substances dans les rejets d'eaux industrielles de l'établissement de Brioude de la Compagnie des Fromages et Richesmonts, a mis en exergue la nécessité de poursuivre les actions suivantes, conformément au plan d'action national de recherche et de réduction de substances dangereuses dans le milieu aquatique actuellement mené par le Ministère en charge de l'environnement :

- une surveillance pérenne est requise sur plusieurs substances retrouvées dans les rejets d'eaux industrielles du site ; nous proposons un délai de mise en œuvre sous 3 mois.

.../...

En conséquence, l'inspection des installations classées propose aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques d'émettre un avis favorable au projet d'arrêté préfectoral joint, fixant des prescriptions complémentaires relatives à la suite des actions à conduire sur les rejets aqueux de l'établissement de Brioude de la Compagnie des Fromages et Richesmonts.

Le responsable de l'unité territoriale de la Haute-Loire
Inspecteur des installations classées